



Commune  
de  
Maussane-les-Alpilles

## ARRÊTE

**AUTORISATION TEMPORAIRE D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC.**  
Stationnement d'un véhicule pompe à béton, avenue de la Vallée des Baux, au niveau du n° 15. Une demi-journée entre le 13 et le 20 janvier 2022.

Le Maire de **MAUSSANE LES ALPILLES**,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,
- Vu le Code de la Route,
- Vu la demande présentée par la SARL CG Construction, reçue en date du 05 janvier 2022,
- **Considérant** qu'il y a lieu de garantir la sécurité publique pendant la durée du stationnement d'un camion toupie,

### ARRÊTE

**Article 1<sup>er</sup>** : En raison des travaux de maçonnerie effectués sur la propriété de la SCI GABIJU, avenue de la Vallée des Baux, au niveau du n° 15, un camion toupie sera autorisé à stationner, à proximité du chantier, une demi-journée entre le 13 et le 20 janvier 2022.

**Article 2** : Le demandeur devra mettre en place la signalisation adaptée et permettre le passage des piétons sur un espace sécurisé,  
Il devra prendre toutes les mesures afin de garantir la sécurité publique,  
Il sera le seul responsable des dommages pouvant survenir à l'occasion du stationnement des véhicules.

**Article 3** : La Police Municipale et Monsieur le Commandant de Brigade de Gendarmerie des Baux de Provence sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**Article 4** : Ampliation du présent arrêté sera transmise à :

- Monsieur le Commandant de Brigade de Gendarmerie des Baux de Provence,
- Madame le Chef de Centre des Sapeurs-Pompiers de la Vallée des Baux,
- La SARL CG CONSTRUCTION,
- Monsieur le Directeur des Services Techniques Municipaux.

Maussane les Alpilles le 12 janvier 2022.

Le Maire,

**Jean-Christophe CARRÉ**



Délai et voie de recours : la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Marseille (22-24 rue Breteuil 13281 Marseille cedex 6) dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification et de sa réception par le représentant de l'Etat